



AMERIQUE/BRESIL - Selon le Conseil missionnaire indigène, « la répression à l'encontre des indigènes est devenue une pratique systématique »

Mato Grosso (Agence Fides) – Le Conseil missionnaire indigène (CIMI) a publié le 20 mai une déclaration dans laquelle il dénonçait la manière « illégale et autoritaire » dont la police fédérale avait traité les missionnaires et le personnel du CIMI dans l'Etat du Mato Grosso do Sul et en particulier dans la commune de Sidrolândia, au cours des opérations liées à l'expulsion des indigènes de la ferme Buriti qu'ils occupaient depuis le 15 mai.

Le communiqué mentionne des événements analogues au cours desquels la police a expulsé les journalistes ou des membres du CIMI, comme ce fut le cas à la centrale hydroélectrique de Belo Monte.

« Au Brésil, la police joue de plus en plus fréquemment le rôle d'interlocuteur politique dans les conflits pour la terre et en ce qui concerne les violations des droits des peuples indigènes. Ce qui est en cours est une militarisation des conflits liés à la lutte en faveur des droits indigènes. L'institutionnalisation de cette pratique constitue une attaque brutale à l'exercice de la profession de journaliste, à la liberté des organisations sociales et plus encore aux relations démocratiques et de droit établies au sein de notre société. Nous dénonçons cet acte de censure injustifié, arbitraire et illégal » peut-on lire dans le communiqué envoyé à Fides. (CE) (Agence Fides 22/05/2013)